

En outre, la conjoncture extérieure devrait être plus difficile qu'en 2011, en raison de la récession dans la zone euro et du renchérissement des produits de base énergétiques.

Du fait des préoccupations persistantes quant à l'instabilité sociale et aux incertitudes politiques, le tourisme — une importante source d'emplois et de devises — et l'investissement privé ne répondront que lentement en 2012. La montée des prix des produits énergétiques alourdira vraisemblablement les factures d'importation, notamment à Djibouti, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Mauritanie, qui sont les pays qui dépendent le plus des importations de pétrole.

Par ailleurs, un repli des cours mondiaux des produits miniers risque de nuire aux recettes d'exportation de la Jordanie, du Maroc et de la Mauritanie, et, dans le même ordre d'idées, une chute des cours du coton entraînerait une diminution des recettes d'exportation du Pakistan.

Le Maghreb sera soumis à des tensions supplémentaires en raison de la réduction de la demande de la part des partenaires commerciaux européens, tandis que la Jordanie et le Liban continueront de subir les retombées négatives de la situation en Syrie. De ce fait, la croissance des pays importateurs de pétrole en 2012 devrait se maintenir à de faibles niveaux.

Les tensions inflationnistes devraient reprendre en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, étant donné que les réductions prévues des subventions poussent à la hausse les prix à la consommation. Dans d'autres pays, la faiblesse de la demande globale et le repli des prix alimentaires internationaux auront vraisemblablement pour effet d'atténuer l'inflation.

Les pays dont les réserves diminuent devront mobiliser des financements extérieurs à court terme pour éviter des ajustements par brutaux. De manière plus générale, le recours excessif au financement intérieur dans un environnement de faible croissance pourrait évincer le crédit au secteur privé, provoquer des tensions sur les taux d'intérêt intérieurs (c'est déjà le cas en Égypte),

détériorer encore plus les positions budgétaires et ralentir davantage la reprise.

Compte tenu de ces tensions intérieures et extérieures, il est d'autant plus important de préserver la confiance des investisseurs et des marchés. Les régimes de change pourraient être malmenés par la perte de confiance des investisseurs. Ces préoccupations poussent les autorités en Égypte, en Jordanie et au Maroc à adopter des politiques d'assainissement budgétaire devant se traduire par une orientation budgétaire procyclique en 2012, et la production devrait se maintenir nettement en dessous de son niveau potentiel. Des mesures initiales visant à réduire les subventions généralisées peuvent aider à atténuer les tensions budgétaires à court terme.

Dans d'autres pays, les gouvernements maintiennent une orientation budgétaire contracyclique dans un contexte d'augmentation des dépenses budgétaires et de creusement des déficits. À l'avenir, certains pays auront en outre besoin d'une plus grande flexibilité de taux de change réel et d'un arsenal plus vaste d'instruments de politique monétaire et macroprudentielle pour mieux s'adapter aux chocs exogènes et préserver leur compétitivité.

À moyen terme, il est nécessaire de réduire davantage les subventions généralisées — qui profitent principalement aux plus aisés — afin de dégager la marge de manœuvre budgétaire pour des dépenses propices à la lutte contre la pauvreté et à la croissance. Parallèlement à des réformes structurelles bien définies, ces mesures peuvent aider à assurer la stabilité macroéconomique et à promouvoir une croissance plus élevée et plus solidaire.

Les risques continuent d'être plutôt baissiers

Le principal risque baissier à court terme pour beaucoup de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP tient à l'augmentation potentiellement considérable des prix du pétrole pouvant découler d'un choc régional de l'offre. Ce choc et toute intensification de la crise de la zone euro auraient de profondes répercussions sur

l'activité sur les soldes extérieurs des pays importateurs de pétrole. Les risques de contagion issus des échanges transfrontaliers et des liens migratoires pourraient aussi s'étendre à certains pays voisins de la Syrie.

Les risques haussiers comprennent celui d'une croissance plus forte que prévu chez les partenaires commerciaux, la dissipation de la prime de risque liée au prix du pétrole, et une transition politique plus fluide que prévu et le rétablissement de la paix, ce qui aurait pour effet de doper l'activité économique et les flux extérieurs.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

Des résultats économiques mitigés sur fond de renchérissement du pétrole en 2011

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont profité du niveau élevé des cours et, de manière générale, ils ont échappé à l'impact du ralentissement de l'économie mondiale induit par la crise de la zone euro. La croissance du PIB de ce groupe de pays — Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen — est descendue à environ 4 % en 2011. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ce taux a toutefois été de 8 %, car ils ont augmenté leur production de pétrole pour compenser la compression de l'offre (imputable en partie, mais pas uniquement, à la Libye). Les pays exportateurs de pétrole en dehors du CCG ont enregistré une croissance de 0,4 % seulement. Dans la plupart des pays exportateurs, le PIB non pétrolier a progressé plus rapidement que le PIB pétrolier principalement en raison de l'augmentation des dépenses publiques.

Beaucoup de pays exportateurs ont connu un faible niveau d'inflation (moins de 5 %). Toutefois, en Libye, au Soudan et au Yémen, la dépréciation de la monnaie et les pénuries de produits de base non alimentaires ont directement contribué à pousser l'inflation à près de 20 %. En Iran, ce niveau a même été dépassé en raison de l'effet temporaire sur les prix de la réforme des subventions. Les indices boursiers sont orientés à la hausse depuis le début de 2012, en se maintenant cependant de manière générale en dessous des niveaux d'avant le Printemps arabe. Les écarts de contrat sur risque de défaut (CDS) se sont creusés, mais non dans les proportions constatées dans d'autres régions.

L'intensification des revendications sociales et la montée des cours du pétrole ont entraîné de fortes augmentations des dépenses publiques. En dehors du CCG, les dépenses publiques se sont accrues d'un tiers en dollars, d'où un déficit budgétaire moyen de 1 % du PIB, malgré un niveau moyen

des cours du pétrole supérieur à 100 dollars le baril en 2011. Dans les pays du CCG, les dépenses publiques ont également augmenté — d'environ un cinquième en dollars —, mais sous le double effet de la montée des cours du pétrole et de la progression des volumes exportés, les soldes budgétaires se sont améliorés.

Porté par l'augmentation des prix du pétrole, l'excédent combiné du solde des transactions courantes des pays exportateurs s'est approché de 400 milliards de dollars en 2011, soit près du double du niveau de 2010. Cela a contribué à porter le niveau des réserves officielles par-delà la barre des 1.000 milliards de dollars et à accroître le niveau d'autres avoirs extérieurs. Ce constat cache toutefois des disparités entre pays exportateurs, les pays du CCG ayant enregistré une augmentation de leurs excédents (jusqu'à une moyenne de plus d'un cinquième du PIB), tandis que le Soudan et le Yémen ont accusé des déficits.

Des perspectives de croissance globalement positives

En 2012, la croissance du PIB devrait se situer en moyenne à près de 5 %, et se répartir de façon homogène entre les pays du CCG et les autres exportateurs de la région MOANAP, et les cours du pétrole devant se situer en moyenne aux alentours de 115 dollars le baril. La reprise de la production en Libye devrait vraisemblablement plus que compenser la chute de la production et des exportations de l'Iran imputable aux sanctions, tandis que par ailleurs l'Iraq continue d'accroître ses capacités. La rapide croissance de la production d'hydrocarbures récemment enregistrée par le Qatar devrait probablement connaître un tassement progressif, au vu d'un moratoire d'expansion de capacité, tandis que le rôle de l'Arabie saoudite comme «producteur d'appoint» devrait exiger un accroissement plus modeste de la production par rapport à ce qui était nécessaire en 2011 pour pouvoir préserver l'équilibre mondial de l'offre et de la demande énergétiques.

La croissance du PIB non pétrolier devrait s'inscrire en hausse dans la majorité des pays. Elle devrait en moyenne s'accélérer à près de 4,5 % en 2012, en grande partie en raison de l'intensification de l'activité du BTP, alimentée par l'augmentation des dépenses publiques. De ce fait, le PIB non pétrolier, qui comporte une plus forte intensité de main-d'œuvre que le PIB pétrolier, représentera de nouveau environ trois quarts de la croissance globale du PIB d'ici 2013.

Les facteurs qui avaient contribué aux tensions sur les prix vont s'atténuer en Libye mais l'inflation ne devrait pas reculer en 2012 dans les autres pays exportateurs à forte inflation. Ailleurs, notamment dans le CCG, les prévisions tablent sur une inflation qui devrait rester mitigée. Bien que la modération des dépenses publiques et la croissance du PIB non pétrolier réduiront la plupart des déficits budgétaires hors pétrole, des craintes subsistent quant à la viabilité des finances publiques. Poussés en partie par l'augmentation des salaires de la fonction publique, les prix d'équilibre budgétaire — les prix auxquels, pour un niveau de dépenses et de production de pétrole donnés, les comptes budgétaires sont en équilibre — sont généralement en hausse.

Même avec les niveaux élevés des prix du pétrole, la viabilité des finances publiques est une préoccupation immédiate pour les pays déjà déficitaires, et dont beaucoup devraient l'être davantage en 2012. À moyen terme, pour assurer l'équité entre générations, il faudra maîtriser davantage les dépenses publiques et en accroître la qualité, notamment dans les pays qui, en augmentant la production, ont accéléré les flux de recettes pétrolières présents au détriment des recettes futures.

Ce phénomène est allé de pair avec des augmentations des traitements de la fonction publique et d'autres dépenses courantes, dont le rythme a dépassé l'augmentation des dépenses en capital. Il est plus difficile d'inverser la progression des dépenses courantes, d'où une plus grande vulnérabilité des comptes budgétaires face à un repli des cours du pétrole. Qui plus est, loin

de créer d'autres flux de recettes dans l'intérêt des générations futures, la montée des traitements de la fonction publique augmente les salaires de réserve et peut exercer un effet d'éviction sur l'emploi dans le secteur privé.

D'autres mesures s'imposent pour promouvoir l'emploi dans le secteur privé parmi les ressortissants nationaux et pour diversifier l'économie afin de l'affranchir de la dépendance à l'égard des secteurs public et pétrolier, même si le PIB non pétrolier représente déjà une part majoritaire de la croissance.

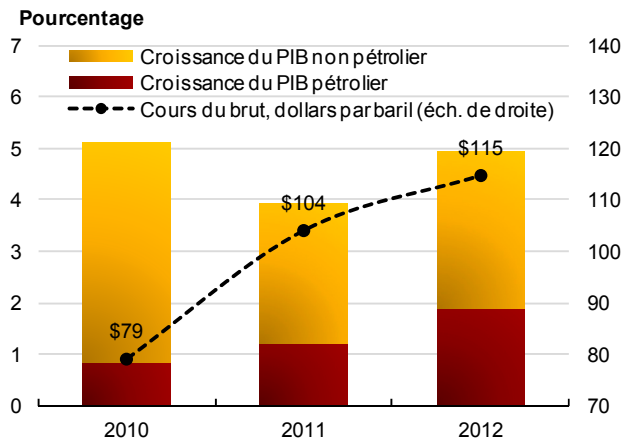
Les risques sont globalement équilibrés

Un ralentissement de l'économie mondiale provoqué par la situation de la zone euro entraînerait une diminution modérée des volumes d'exportation des pays producteurs de pétrole de la région MOANAP. Il aurait pour effet de faire baisser les cours du pétrole, ce qui rendrait particulièrement vulnérables les pays présentant des déficits budgétaires.

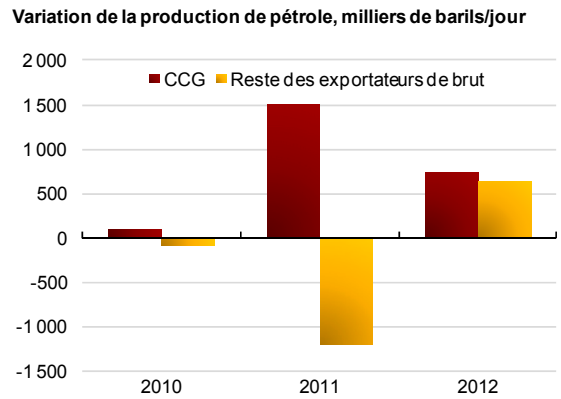
Les tensions liées à l'Iran pourraient pousser les cours à la hausse, ce qui aurait un effet positif sur les autres exportateurs de pétrole de la région MOANAP, pour autant qu'ils ne subissent pas directement les conséquences d'une fermeture éventuelle du détroit d'Ormuz. L'offre pétrolière de l'Iraq, de la Libye et du Yémen demeure incertaine et les projections de production hors OPEP pourraient ne pas se réaliser. L'offre et la demande mondiales de pétrole continuent de présenter un équilibre délicat, mais l'Arabie saoudite reste bien placée pour réagir à la plupart des perturbations qui pourraient se manifester sur les marchés énergétiques mondiaux.

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP — Évolution économique récente et perspectives

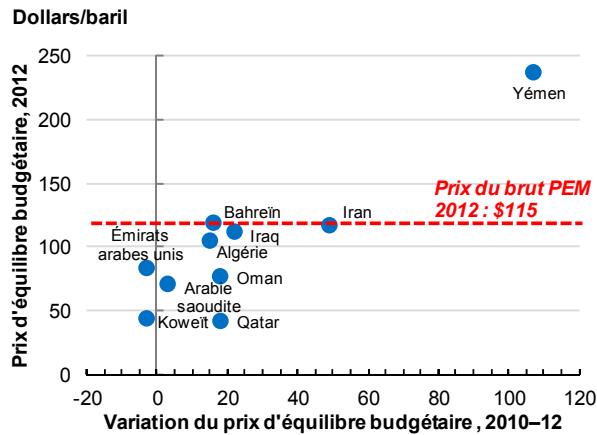
Malgré le niveau élevé et l'augmentation des cours du pétrole, le gros de la croissance vient du PIB non pétrolier.



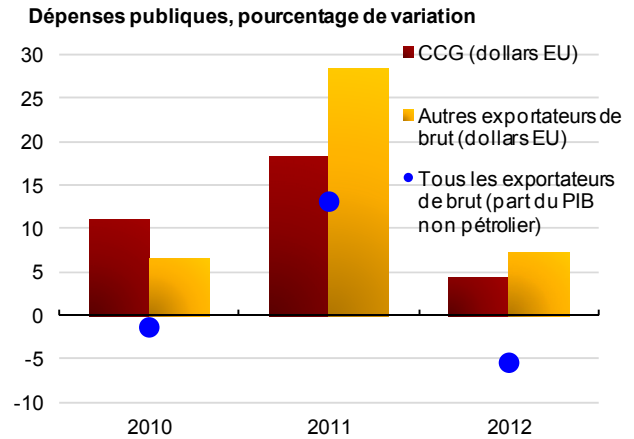
Le CCG a couvert les déficits de production s'étant produits ailleurs dans la région en 2011.



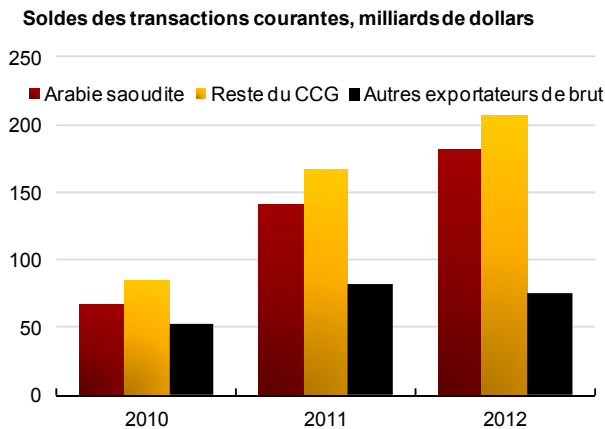
Les prix d'équilibre budgétaire ont grimpé ...



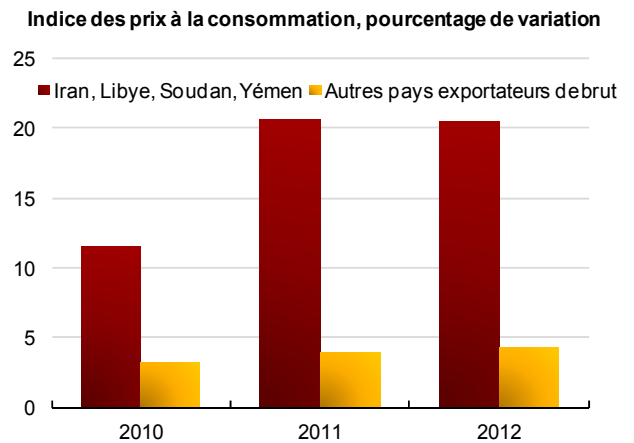
... en partie à cause d'une augmentation rapide des dépenses en 2011.



La montée des cours du pétrole contribuera à faire doubler les excédents courants entre 2010 et 2012.



Une aggravation de la crise dans la zone euro aurait un impact modeste sur les exportations de biens.



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–13

(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne						Projections	
	2000–06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
MOANAP¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	5,8	4,5	2,7	4,8	3,4	4,2	3,7
Solde des transactions courantes	9,4	13,1	13,6	1,9	7,0	12,2	13,2	11,5
Solde budgétaire global ²	3,3	6,2	6,7	-2,6	-0,3	1,7	2,2	1,5
Inflation annuelle (croissance annuelle)	5,6	9,9	14,3	7,3	7,3	10,2	10,2	9,3
Importateurs de pétrole MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	4,7	6,5	5,5	4,2	4,3	2,2	2,7	3,6
Solde des transactions courantes	-0,5	-2,3	-4,4	-4,4	-3,2	-3,5	-4,1	-3,9
Solde budgétaire global	-4,7	-5,3	-5,8	-5,2	-5,9	-7,3	-7,6	-6,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	4,4	7,0	12,9	10,1	8,2	9,5	9,2	9,7
Exportateurs de pétrole MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	5,4	4,1	2,0	5,0	4,0	4,8	3,7
Solde des transactions courantes	13,2	18,0	19,0	4,3	10,6	16,9	18,2	16,0
Solde budgétaire global ²	7,4	12,0	13,0	-1,3	2,6	6,1	6,9	5,2
Inflation annuelle (croissance annuelle)	6,2	11,3	15,0	5,9	6,8	10,6	10,6	9,1
dont : Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	5,0	6,4	0,2	5,2	8,0	5,3	3,7
Solde des transactions courantes	15,4	19,9	22,7	7,2	14,1	22,2	25,2	21,9
Solde budgétaire global	11,3	17,6	24,8	-0,4	5,9	12,9	15,3	11,3
Inflation annuelle (croissance annuelle)	1,6	6,6	11,0	3,0	3,2	3,7	3,8	3,7
MOAN¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	5,6	4,7	2,7	4,9	3,5	4,2	3,7
Solde des transactions courantes	10,2	14,6	15,2	2,5	7,8	13,2	14,5	12,7
Solde budgétaire global ²	4,1	7,7	8,5	-2,3	0,4	2,8	3,4	2,4
Inflation annuelle (croissance annuelle)	5,6	10,2	14,7	6,2	7,0	9,8	10,0	8,9
Importateurs de pétrole MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	4,4	6,1	6,4	4,9	4,5	2,0	2,2	3,6
Solde des transactions courantes	-0,9	-1,2	-2,9	-4,0	-3,8	-5,3	-5,3	-4,9
Solde budgétaire global	-5,8	-5,4	-5,1	-5,3	-6,1	-8,1	-8,3	-6,8
Inflation annuelle (croissance annuelle)	3,9	6,6	13,5	7,0	7,5	7,1	7,7	8,3

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

1 Les données pour 2011–13 excluent le Soudan du Sud et la Syrie.

2 Les données de 2011–13 excluent la Libye.

MOANAP : 1) Exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen; 2) pays importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Note : les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin), excepté pour les données d'inflation pour l'Iran, où l'on utilise le calendrier iranien (commençant le 21 mars).

Pays importateurs de pétrole de la MOANAP : Principaux indicateurs économiques.

	Moyenne						Projections	
	2000–06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	4,7	6,5	5,5	4,2	4,3	2,2	2,7	3,6
<i>(variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	13,7	3,6	21,0	8,4	5,7	7,2	5,8
Djibouti	2,8	5,1	5,8	5,0	3,5	4,5	4,8	5,0
Égypte	4,4	7,1	7,2	4,7	5,1	1,8	1,5	3,3
Jordanie	6,3	8,2	7,2	5,5	2,3	2,5	2,8	3,0
Liban	3,0	7,5	9,3	8,5	7,0	1,5	3,0	4,0
Mauritanie	4,8	1,0	3,5	-1,2	5,1	3,6	5,3	6,1
Maroc	4,9	2,7	5,6	4,9	3,7	4,3	3,7	4,3
Pakistan	5,1	6,8	3,7	1,7	3,8	2,4	3,4	3,5
République arabe syrienne ¹	4,0	5,7	4,5	5,9	3,4	...	...	...
Tunisie	4,6	6,3	4,5	3,1	3,1	-0,8	2,2	3,5
Inflation des prix à la consommation¹	4,4	7,0	12,9	10,1	8,2	9,5	9,2	9,7
<i>(moyenne annuelle, pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	8,6	30,5	-8,3	0,9	13,8	5,2	4,9
Djibouti	2,3	5,0	12,0	1,7	4,0	5,1	4,3	2,5
Égypte	5,1	9,5	18,3	11,7	11,4	10,3	10,8	11,9
Jordanie	2,7	4,7	13,9	-0,7	5,0	4,4	4,9	5,6
Liban	1,3	4,1	10,8	1,2	4,5	5,0	4,0	3,3
Mauritanie	6,5	7,3	7,3	2,2	6,3	5,7	5,3	6,1
Maroc	1,7	2,0	3,9	1,0	1,0	0,9	2,0	2,5
Pakistan	5,0	7,8	10,8	17,6	10,1	13,7	12,0	12,5
République arabe syrienne ¹	3,8	4,7	15,2	2,8	4,4	...	...	...
Tunisie	2,9	3,4	4,9	3,5	4,4	3,5	5,0	4,0
Solde budgétaire global admin. publiques	-4,7	-5,3	-5,8	-5,2	-5,9	-7,3	-7,6	-6,4
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	-2,0	-4,1	-1,6	0,9	0,1	-1,5	-1,7
Djibouti	-1,9	-2,6	1,3	-4,6	-0,5	-0,7	0,5	0,9
Égypte	-9,6	-7,3	-6,8	-6,9	-8,1	-9,8	-9,8	-8,7
Jordanie ²	-3,2	-5,7	-5,5	-8,9	-5,6	-6,0	-5,2	-4,9
Liban ²	-14,6	-10,8	-9,5	-8,3	-7,7	-5,6	-8,1	-8,0
Mauritanie ^{2,3}	1,8	-1,6	-6,5	-5,1	-1,9	-1,5	-3,6	-2,3
Maroc ²	-5,0	-0,1	0,7	-1,8	-4,4	-6,9	-5,4	-5,0
Pakistan	-2,8	-5,5	-7,3	-5,2	-5,9	-6,4	-6,7	-6,0
République arabe syrienne ¹	-1,9	-3,0	-2,9	-2,9	-4,8	...	...	...
Tunisie	-2,7	-2,8	-0,7	-2,6	-1,2	-3,2	-5,7	-4,7
Solde des transactions courantes	-0,5	-2,3	-4,4	-4,4	-3,2	-3,5	-4,1	-3,9
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	1,3	0,9	-2,8	1,7	-0,1	-1,1	-2,6
Djibouti	-2,0	-21,4	-24,3	-9,1	-5,8	-12,6	-12,1	-11,9
Égypte	1,6	1,7	0,5	-2,3	-2,0	-2,0	-2,6	-2,1
Jordanie	-1,6	-17,2	-9,3	-4,9	-5,6	-9,5	-8,3	-6,8
Liban	-13,8	-6,8	-9,2	-9,8	-10,8	-14,4	-14,2	-13,4
Mauritanie	-16,3	-17,2	-14,8	-10,7	-8,8	-6,5	-18,3	-13,7
Maroc	2,2	-0,1	-5,2	-5,4	-4,2	-7,4	-5,9	-6,0
Pakistan	0,8	-4,8	-8,5	-5,7	-2,2	0,2	-1,9	-2,1
République arabe syrienne ¹	-1,8	-0,2	-1,3	-3,6	-3,3	...	...	...
Tunisie	-2,8	-2,4	-3,8	-2,8	-4,8	-7,4	-7,1	-7,1

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Les données pour 2011–13 excluent la Syrie en raison des incertitudes de la situation politique.

² Administration centrale.

³ Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

Pays exportateurs de pétrole de la MOANAP : Principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000-06	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel	5,6	5,4	4,1	2,0	5,0	4,0	4,8	3,7
<i>(variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	4,1	3,0	2,4	2,4	3,3	2,5	3,1	3,4
Bahreïn	6,1	8,4	6,3	3,1	4,5	1,8	2,0	2,8
Iran, R.I. d'	6,0	6,4	0,6	3,9	5,9	2,0	0,4	1,3
Iraq	...	1,5	9,5	4,2	0,8	9,9	11,1	13,5
Koweït	6,8	4,5	5,0	-5,2	3,4	8,2	6,6	1,8
Libye	4,6	7,5	5,4	-0,1	2,5	-61,0	76,3	21,0
Oman	3,8	5,3	12,9	1,1	4,0	5,5	5,0	4,0
Qatar	11,2	18,0	17,7	12,0	16,6	18,8	6,0	4,6
Arabie saoudite	3,9	2,0	4,2	0,1	4,6	6,8	6,0	4,1
Soudan ¹	7,5	11,5	3,2	3,0	4,5	-3,9	-7,3	-1,5
Émirats arabes unis	8,2	6,5	5,3	-3,3	0,9	4,9	2,3	2,8
Yémen	4,3	3,3	3,6	3,9	7,7	-10,5	-0,9	2,9
Inflation des prix à la consommation	6,2	11,3	15,0	5,9	6,8	10,6	10,6	9,1
<i>(moyenne annuelle, pourcentage)</i>								
Algérie	2,3	3,6	4,9	5,7	3,9	4,5	5,5	4,5
Bahreïn	0,9	3,3	3,5	2,8	2,0	1,0	1,0	1,5
Iran, R.I. d'	13,3	18,4	25,4	10,8	12,4	21,3	21,8	18,2
Iraq	53,2	30,8	2,7	-2,2	2,4	6,0	7,0	6,0
Koweït	1,9	5,5	10,6	4,0	4,0	4,7	3,5	4,0
Libye	-2,6	6,2	10,4	2,4	2,5	14,1	1,9	-2,3
Oman	0,5	5,9	12,6	3,5	3,3	4,0	3,2	3,0
Qatar	4,7	13,8	15,0	-4,9	-2,4	2,0	4,0	4,0
Arabie saoudite	0,3	4,1	9,9	5,1	5,4	5,0	4,8	4,4
Soudan ¹	7,6	8,0	14,3	11,3	13,0	18,1	23,2	26,0
Émirats arabes unis	4,4	11,1	12,3	1,6	0,9	0,9	1,5	1,7
Yémen	11,5	7,9	19,0	3,7	11,2	17,6	17,1	14,1
Solde budgétaire global admin. publiques	7,4	12,0	13,0	-1,3	2,6	6,1	6,9	5,2
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	7,6	4,4	7,6	-6,4	-2,4	-3,6	-2,9	-1,2
Bahreïn ²	1,6	1,9	4,9	-6,6	-6,7	-2,3	-1,0	-1,7
Iran, R.I. d' ²	2,7	7,4	0,7	1,0	1,6	0,2	-0,3	-1,0
Iraq	...	12,4	-1,3	-22,1	-9,1	7,4	0,2	6,8
Koweït ²	28,4	39,0	19,8	27,2	24,2	31,0	34,5	31,8
Libye ³	15,1	32,4	29,4	11,7	5,0	...	...	...
Oman ²	9,1	11,1	13,8	-2,2	4,1	8,2	11,5	8,2
Qatar	8,7	10,9	10,0	15,3	2,9	8,0	9,0	8,1
Arabie saoudite	10,1	15,8	34,4	-4,6	6,6	15,2	16,6	10,1
Soudan ¹	-1,2	-5,5	-1,6	-4,8	-3,4	-2,9	-3,9	-3,4
Émirats arabes unis ⁴	7,3	16,0	16,8	-12,3	-2,1	2,9	7,7	7,0
Yémen	0,2	-7,2	-4,5	-10,2	-4,0	-4,4	-5,0	-5,6
Solde des transactions courantes	13,2	18,0	19,0	4,3	10,6	16,9	18,2	16,0
<i>(pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	15,5	22,8	20,1	0,3	7,5	10,3	10,0	7,9
Bahreïn	6,3	15,7	10,2	2,9	3,4	4,2	7,1	9,5
Iran, R.I. d'	5,5	10,6	6,5	2,6	6,0	10,7	6,6	5,1
Iraq	...	12,5	19,2	-13,8	-1,8	7,9	9,1	10,8
Koweït	28,8	36,8	40,9	24,4	29,6	41,8	46,2	41,9
Libye	24,2	43,5	38,0	14,9	20,9	4,4	15,4	23,6
Oman	10,3	5,9	8,3	-1,3	8,8	13,2	12,9	8,3
Qatar	25,0	25,4	28,7	10,2	26,3	28,4	31,5	29,0
Arabie saoudite	15,6	24,3	27,8	5,6	14,8	24,4	27,9	22,7
Soudan ¹	-3,6	-4,4	-4,7	-7,9	0,7	2,1	-4,6	-4,0
Émirats arabes unis	9,8	6,9	7,9	3,4	3,1	9,2	10,3	10,4
Yémen	4,7	-7,0	-4,6	-10,2	-3,7	-3,5	-1,0	-3,9

Sources : autorités nationales; et estimations et projections des services du FMI.

¹ Les données pour 2011-13 excluent le Soudan du Sud.

² Administration centrale.

³ Les données pour 2011-13 excluent la Libye en raison des incertitudes de la situation politique.

⁴ Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats Abu Dhabi, Dubaï et Sharjah.